

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTE
URBAINE CAEN LA MER
ET LA COMMUNE DE OUISTREHAM, RELATIVE A LA MISE A
DISPOSITION DU LOGICIEL CART@ADS**

Entre :

La Commune de OUISTREHAM

représentée par Monsieur Romain BAIL

Maire, dûment autorisé par délibération en date du 23 septembre 2024

Et

La Communauté Urbaine Caen la Mer, représentée par Monsieur

Président, dûment autorisé par décision en date du

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE

La commune n'a pas souhaité poursuivre son adhésion au service commun Autorisation des Droits du Sol mais a désiré continuer à utiliser le logiciel que la Communauté urbaine mettait à disposition des communes adhérentes.

Dans ce cadre, une convention a été signée. Elle s'achève le 31 décembre 2028.

Il convient aujourd'hui de la compléter au vu de l'évolution de la loi concernant la protection des données.

Il est ainsi arrêté entre les signataires ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant n°2 à la convention.

Le présent avenant à la convention de mise à disposition par la Communauté urbaine auprès de la commune du logiciel CART@ADS de la société GFI, a pour objet préciser les engagements réciproque de Caen la mer et de la commune en matière de protection des données.

Article 2 : Modification de l'article 2 de la convention

Il est rajouté à la fin de l'article 2 de la convention initiale :

“ La Communauté urbaine s’engage à respecter les termes de l’annexe 1 portant sur la protection des données.”

Article 3 : Modification de l’article 3 de la convention

Il est rajouté à la fin de l’article 3 de la convention initiale :

“ La Commune s’engage à respecter les termes de l’annexe 1 portant sur la protection des données.”

Article 4 :

Il est rajouté une annexe 1 à la convention initiale.

Elle porte sur les engagement réciproques des signataires en matière de protection des données.

Article 5 : Reste de la convention

Le reste de la convention demeure inchangé.

Fait à Caen, en 2 exemplaires le :

Pour la Communauté urbaine
Le Président,

Pour la Commune
Le Maire

ANNEXE 1 RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES

Clauses contractuelles de sous-traitance

1 OBJET

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Communauté urbaine (désignée ci-après "le sous-traitant") s'engage à effectuer pour le compte de la commune (désignée ci-après "le responsable de traitement") les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

2 DESCRIPTION DES TRAITEMENTS FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

La communauté Urbaine de Caen la mer est autorisée à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : Mise à disposition du logiciel CARTADS comprenant également la maintenance, l'hébergement et la sauvegarde.

La nature des opérations réalisées sur les données est la collecte, l'enregistrement, la modification, la structuration, la conservation, l'extraction, la consultation, la suppression, le stockage, l'archivage.

La ou les finalité(s) des traitements sont : instruction des demandes de permis de construire et autres formalités en matière de droits des sols, demandes d'autorisation de travaux et de contrôles de sécurité, demandes d'autorisation préalables d'enseignes et publicité.

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont : données d'identité ; vie personnelle ; vie professionnelle ;

Les catégories de personnes concernées sont toute personne propriétaire d'une parcelle sur le territoire de la commune et toute personne concernée par une opération d'urbanisme, les représentants des entreprises demandant une autorisation préalable de travaux, demandeurs de l'autorisation préalable d'une enseigne et /ou publicité

Les destinataires suivants : Les agents du service urbanisme de la Ville d'Hérouville Saint-Clair, certains agents de la direction des services techniques, de la direction des finances et le cabinet pour certains des traitements évoqués ; la Direction des Services Informatique de la Communauté Urbaine de Caen la mer en tant que sous-traitant ; la société Inetum en tant que sous-traitant ultérieur ; les personnes consultant les demandes de permis de construire ; le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du Sous-Traitant les informations nécessaires suivantes : accès à la base dans le cadre de la maintenance.

3 OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance
2. Traiter les données **conformément aux instructions** du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'état membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
3. Garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**
6. Ne pas concéder, louer, céder ou autrement communiquer à un tiers tout ou partie des données à caractère personnel, que ce soit à titre onéreux ou gratuit
7. **Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minium d'un mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées pour que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.
8. **Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

9. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à contact-dpo@ville-ouistreham.fr

10. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

11. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

12. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Le sous-traitant s'engage à faire mettre en œuvre par Inetum, sous-traitant ultérieur et éditeur du logiciel, les mesures de sécurité prévues au contrat entre ces parties et communicable au responsable de traitement à sa demande.

13. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

Au choix des parties :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ou,
- à renvoyer gratuitement toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

14. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

15. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées; dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - ✓ la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - ✓ des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - ✓ des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - ✓ une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4 OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT.

Le responsable de traitement s'engage à :

1. Fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant